

Discours de M.me Maria Mantello au meeting de l' AILP, Londres 11 aout 2014

L'Association Nationale (italienne) de la Libre Pensée "Giordano Bruno" est honorée de faire partie de l'Association Internationale de la Libre Pensée et de participer à cette importante conférence consacrée à la séparation entre l'État et les Églises. C'est un sujet qui demeure malheureusement toujours actuel, même dans les Etats démocratiques, où, face à la sécularisation implacable, l'Eglise catholique veut regagner le terrain perdu.

L'heureuse devise «L'Église libre dans l'État libre» est de l'italien Cavour et dans cette bataille l'Italie a donné sa contribution fondamentale.

Qu'il nous suffise de rappeler le 20 Septembre 1870 où, avec la fameuse prise de Rome à Porta Pia, Rome fut reconquise à l'Italie et à l'Europe ... entraînant l'effondrement du pape-roi et de la théocratie. Ce fut la réalisation du rêve de Mazzini, de Garibaldi et de bien d'autres héros du Risorgimento, parmi lesquels tous les romains anonymes qui, ce 20 Septembre, prirent le Capitole et mirent en fuite l'armée du Pape.

Cet événement accomplissait un chemin qui venait de loin et qui passait par les martyrs de la Libre Pensée et par les luttes et les révolutions pour l'émancipation de l'individu de la soumission au pouvoir religieux que l'Eglise catholique avait érigé sur la crise de l'Empire romain et ... qu'elle cherche à imposer, aujourd'hui encore, profitant des alliances renouvelées « trône-autel ». «Ni dieu Ni maître» est la devise des libres penseurs pour créer une société des libres et des égaux au nom de la laïcité, bastion de la démocratie.

Et la séparation entre l'Église et l'État s'appelle « laïcité » qui est le bien le plus précieux à défendre et à propager. Parce que sans la laïcité il n'y a que l'abus de pouvoir par ceux qui veulent maintenir les masses dans un état de minorité éternelle: "état asinien"(stato asinino), comme l'a appelé Giordano Bruno.

La laïcité est le droit et la possibilité pour chacun de se développer à l'égard des autres personnes, afin de «réaliser – comme écrit Hannah Arendt - l'état de la pluralité, c'est-à-dire, le fait de vivre comme un être distinct et unique parmi des pairs».

Et le défi laïc est justement aujourd'hui porté sur la conquête de cette égalité.

Nous demandons aux États de protéger et de promouvoir les conditions pour que chacun puisse structurer soi-même et son existence dans la liberté et la responsabilité, sans causer de préjudice à autrui.

Ma liberté ne commence pas, comme on dit habituellement, au moment où prend fin la liberté de l'autre, mais elle se déroule en même temps que la liberté de l'autre. C'est dans la reconnaissance mutuelle de cette simultanéité qu'on réaffirme la sauvegarde du droit de chacun d'être le propriétaire de sa propre vie. «Aucune personne ne peut imposer à une autre davantage de ce que cette dernière personne ne puisse imposer à la première». Cette affirmation révolutionnaire de Kant est encore aujourd'hui la règle fondamentale de l'éthique publique et privée pour la lutte contre les entrepreneurs qui prétendent gérer la vie des autres.

Et ce fondement de la morale laïque n'est absolument pas négociable pour la réalisation de la séparation entre un État et les églises.

Sinon, il faut s'attendre au retour du Grand Inquisiteur, admirablement décrit par Dostoïevski, qui veut une humanité-troupeau qu'il flatte et domine avec ces trois forces: "le miracle, le mystère, l'autorité."

En Italie la laïcité a été proclamée principe suprême de la Constitution républicaine, garantie de la société civile démocratique. Et la façon de penser ainsi que les choix de la grande majorité des Italiens - même se disant croyants ou catholiques pratiquants - ne sont certainement pas réglés par les préceptes religieux.

Quelques exemples.

En Italie, la contraception et les avortements provoqués ne sont certainement pas plus des tabous, ils sont en plus légaux, même si malheureusement, il ne manque pas de cas de boycotts et de

contournements de la loi. Il est à considérer la plaie des médecins gynécologues objecteurs qui rendent souvent impossible les avortements dans les établissements publics.

Mais, parfois, il arrive de découvrir que ces mêmes gynécologues pratiquent des avortements payants dans des établissements privés insoupçonnables !

Les mariages religieux sont en Italie en baisse, et les commodités jugements de la Sacra Rota romaine, qui en annulant un mariage (comme si jamais il n'avait existé) ont comme conséquence la suppression de la charge de toute pension alimentaire, commencent à être contestés par d'importants arrêts de la Cour suprême italienne, qui interviennent donc pour faire respecter le principe selon lequel «les lois divines» ne sont pas avant les «lois humaines».

Les mariages civils l'emportent maintenant sur les mariages religieux, et personne n'est choqué par les unions de fait ... les unions homosexuelles n'ont plus la stigmatisation sociale du passé.

Les campagnes de civilisation promues par les structures étatiques ont été cruciales dans ce domaine, ainsi que les actions d'éducation sexuelle dans les écoles publiques.

En Italie, dans les établissements scolaires publics, toujours moins d'élèves fréquentent la classe de religion catholique, malgré les tentatives maladroites et ridicules (restées lettre morte) pour donner des points-crédits supplémentaires aux élèves qui ont choisi d'y participer.

En Italie les écoles catholiques ferment par manque de disciples, malgré l'injuste financement de l'État italien qu'elles reçoivent.

Les Italiens défendent les écoles publiques dont ils estiment et apprécient les enseignants. A remarquer qu'en Italie l'école d'Etat est un organe constitutionnel pour la promotion des citoyens qui pensent de manière indépendante.

Aussi le portefeuille des Italiens pour les offrandes à Eglise s'est-il amenuisé, et retentissent de plus en plus comme un scandale les mille expédients avec qui, au nom d'un Concordat condamné par l'histoire, le Vatican est privilégié et même subventionné par d'allègres exemptions d'impôts et redevances sur ses nombreuses activités commerciales: hôtels, restaurants, écoles, centres sportifs, cliniques, agences de voyages, etc.

Des rivières d'argent arrivent de l'Italie au Saint-Siège et vont contribuer à la formation de l'énorme pouvoir économique de celui-ci.

Mais les Italiens ne vivent plus à l'ombre du clocher. Comme dans le reste de l'Occident, le phénomène religieux a perdu de centralité dans leur vie.

L'Eglise en est si bien consciente qu'elle a créé le "Conseil pontifical pour la promotion de la nouvelle évangélisation", un département du Vatican pour la reconquête de la foi, qui pour des raisons évidentes, joue son match le plus important en Italie.

Au moins deux épisodes ont été cruciaux pour faire comprendre au Saint-Siège la distance entre ses préceptes et la conduite des Italiens.

En 2000, au cœur du Jubilé, cela doit certainement avoir été décevant pour le Pape Jean-Paul II, qui était tellement confiant dans la reconquête de la jeunesse, que de savoir que les centaines de milliers de ses Papa-boys réunis à Rome pour l'écouter, dans la nuitée de la veille, avaient laissé les prés de l'Université de Tor Vergata tapissés de préservatifs utilisés, que les camions de la voirie collectèrent le lendemain.

Et encore, au cours du "cas Englaro", malgré les campagnes véhémentes du Vatican pour forcer de garder Eluana dans un état végétatif, tous les sondages, y compris ceux qui avaient été commandés par le Vatican, disaient que la grande majorité des Italiens n'avait absolument pas l'intention d'être forcée mécaniquement à survivre intubé, comme au contraire la curie et les parlementaire-clerics auraient voulu.

Voici donc que cette Eglise, rejetée dans la voie du bon sens commun, a augmenté son alliance avec le pouvoir politique, dans un réseau dense d'échanges simoniaques pour récupérer le pouvoir du contrôle social.

Et elle essaye de le faire -et ce n'est pas un cas- à partir de l'école et de la famille: ce sont là les institutions que Pie XI avec la *Divini illius magistri* -à proximité du Concordat fasciste- voulait

«subsidiaries et complémentaires de l'Eglise» pour former «avec l'Eglise un seul sanctuaire, sacré à l'éducation chrétienne».

Et aujourd'hui, on remâche ce vieux principe de "subsidiarité", qui voudrait réduire l'État à simple distributeur d'argent public, dont la gestion serait laissée aux privés, afin de tenter d'emboîter l'école de l'Etat dans des conseils scolaires gérés par "les réalités les plus représentatives dans le territoire" pratiquement par les paroisses et des associations catholiques, qui sont les structures actuellement les plus présentes de manière approfondie et bien organisée dans le territoire vu leur richissime sponsor. Jusqu'à présent, cependant, cette opération néfaste n'a pas encore réussi.

On a essayé de regagner la famille à sa supposée sacralité par le moyen des célèbres «principes non négociables» dont la vérité réside dans la supposition qu'ils seraient inscrits au moment de la création (supposée) chez chaque être humain. Ce sont là des principes qui seraient alors, par supposition, supérieurs parce qu'ils viendraient directement d'un dieu supposé de qui l'Eglise dit d'avoir reçu éternellement et par la Révélation un contrat exclusif.

Pas de séparation de l'Eglise et de l'État, mais plutôt la subordination éternelle de l'État à l'Eglise comme de manière obsessionnelle réitéraient Wojtyla et Ratzinger.

Au nom de cette tautologie des «principes non négociables», grâce à des politiciens-clerics, l'Eglise a réussi en Italie, cependant, à faire dérailler la reconnaissance juridique des couples non mariés et la pleine protection des homosexuels, tout en déployant ses préjugés sexistes qui encadraient les femmes dans le dualisme: Madone/ Eve; Sainte/- Sorcière avec des agressions systématiques liées à la loi sur l'interruption volontaire de grossesse, et en truffant les hôpitaux publics avec des gynécologues objecteurs. En même temps l'Eglise a cherché, mais avec des résultats médiocres, à introduire dans les Centres de consultation ambulatoires de l'État (ils peuvent aussi émettre des ordonnances pour les contraceptifs et les certifications nécessaires pour l'interruption volontaire de grossesse), les tristement célèbres adeptes *Pro-life*, à savoir des gens qui ont l'habitude de marcher sur Rome le jour de la fête des mères en bonne compagnie de clérico-fascistes.

L'assaut à l'autodétermination des individus et à l'autonomie de l'État laïque a été concentrique en particulier au cours des deux décennies de Berlusconi.

Les forces réactionnaires sont aussi parvenues à adopter une loi sur la fécondation in vitro qui sacralisait l'embryon et qui faisait du corps de la femme un récipient dans lequel on aurait pu planter les trois embryons fécondés autorisés, tous sans analyse préalable, pour éliminer d'éventuelles cellules malades et donner la possibilité à l'enfant de naître en bonne santé.

C'était une loi tellement inconstitutionnelle et obscurantiste que la magistrature l'a complètement démantelée avec une multiplicité de jugements, supprimant même le tabou de la fécondation hétérologue ... Mais les réactionnaires sont déjà de retour à l'assaut.

Au drame du Concordat (il est intolérable pour une démocratie et doit être abrogé, comme nous le demandons depuis toujours) en Italie s'ajoute un autre drame: les politiciens-clerics qui, à gauche et à droite, s'exhibent dans des scènes écœurantes d'obéissance à la curie du Vatican.

Quelques réflexions sur l'effet Bergoglio.

L'ascension à la papauté de Pape Bergoglio arrive dans un contexte de baisses importantes de soutien à l'Eglise. Nous nous souvenons tous de ces angélus de pape Ratzinger où la Place de Saint Pierre était toujours moins pleine de public. Pape Bergoglio cette place l'a remplie à nouveau.

Ses phrases efficaces, bien étudiées sont amplifiées partout dans le monde par les télévisions, particulièrement par les TV italiennes, dans lesquelles, en particulier pendant les vingt années de Berlusconi, aux postes de direction ont été mis de nombreux fidèles catholiques. Bergoglio dit qu'il veut éliminer le fléau de la pédophilie dans l'Eglise. Il prononce de très belles paroles de condamnation sur le compromis et la collusion de l'Eglise avec la mafia Mais des mots suffisent-ils?

Il dit que la pauvreté doit être une règle de vie et montre de la modération louable. Mais pour l'État, un État démocratique, l'engagement est - rappelons-le - de supprimer la pauvreté, pour que chacun soit libre du besoin!

Ici aussi, les "lois divines" et les "lois humaines" parcourent des voies différentes.

Bergoglio reçoit beaucoup de consensus en Italie et arrive à saisir aussi des intellectuels qui tout en se déclarant anticléricaux, non-croyants, incrédules, et ainsi de suite ... voient -ou peut-être veulent voir- dans Francesco un révolutionnaire.

Ils se contentent s'il dit: «qui suis-je pour juger un gay"! Sans trop se soucier si le catéchisme continue de définir l'homosexualité un "désordre moral objectif", condamnant les homosexuels à supporter dans le "sacrifice de la croix du Seigneur les difficultés qu'ils peuvent rencontrer en conséquence de leur condition." Et la même chose vaut à l'égard de la centralité générique des femmes dont pape Bergoglio parle encore ici on n'ergote pas trop si le catéchisme continue à reléguer les femmes au rôle d'assistante, et si Francesco lui-même les voie de toute façon, même au sein de l'église " aux cotés" de l'homme, sans affecter donc pas le rôle de supériorité du prêtre-male.

On préfère aussi glisser sur les bénédictions que Francesco lance aux Pro-life, et sur sa campagne "l'embryon, l'un de nous", et sur l'annonce des célébrations de l'Evangelium vitae, l'encyclique toute axée sur le rôle de la maternité sacrificielle, promulguée par le Pape Jean-Paul II qui pour mieux la blinder déranga même le dogme de l'infailibilité pontificale.

Bref, alors qu'il semble que Bergoglio soit en train de réduire la puissance de la Curie et de mettre de l'ordre dans les comptes de l'IOR - des actions louables - c'est sur la doctrine qu'il ne s'écarte pas, comme il l'a du reste honnêtement déclaré dans la célèbre entrevue à Civiltà Cattolica à l'égard de ceux qui s'écartent des préceptes: «J'ai dit ce que le Catéchisme dit [...] l'interférence spirituelle dans la vie personnelle n'est pas possible. [...] Nous devons toujours tenir compte de la personne. [...] Cela doit être accompagné par la miséricorde. Lorsque cela se produit, le Saint-Esprit inspire le prêtre à dire la chose juste»; «Je pense aussi à la situation d'une femme qui a eu un mariage raté derrière son dos dans lequel elle s'est aussi faite avorter. Puis cette femme s'est remariée et est maintenant sereine avec cinq enfants. La fausse couche lui pèse énormément et elle s'est sincèrement repentie. Elle souhaite (suet) aller de l'avant dans la vie chrétienne. Que fait le confesseur? [...] Celui qui prêche doit reconnaître le cœur de sa communauté à la recherche de l'endroit où le désir de Dieu est vif et ardent».

Alors, où est la révolution? Tout reste dans la triade: chute, repentir, pardon. Beaucoup de miséricorde si vous vous repentissiez, mais la doctrine est la doctrine et le catéchisme en est son manuel.

Bergoglio utilise les outils du dialogue, mais pour convertir, pour ramener les brebis au bercail. Bergoglio évite explicitement d'entrer au fond des dogmes et des préceptes, il utilise un ton débonnaire et sympathique, parce qu'il veut que les "divers" aillent vers lui. Et dans un moment de crise généralisée, où la politique est de moins en moins capable d'accomplir son rôle de donner des solutions concrètes aux besoins humains, le pape Bergoglio réussit à prendre de l'envol profitant du déficit structurel de laïcité de la classe politique, qui étant éprise -sauf de rares exceptions- du désir de rester au pouvoir confie au pape le rôle de grand metteur en scène, rôle qui finalement convient bien au pape Francesco, qui répond en reproposant la prière et la miséricorde, ... Heureux les pauvres, pour eux c'est le royaume des cieux.

Il ne s'éloigne pas de là, même quand il parle d'emploi, d'immigration, de paix.

Donc, comme vous pouvez le voir, en Italie (mais pas seulement dans notre Pays) il faut toujours être sur la brèche, pour que le travail soit un droit et non pas un acte de charité, pour que l'école de l'État continue d'être le foyer de la pensée critique ce qui est à juste titre gênant pour les puissants. .. Il faut toujours être sur la brèche, pour que les obstacles à la promotion de la dignité de chacun («sans distinction de sexe, de race, de langue, de religion, d'opinion politique, de conditions personnelles et sociales») soient levés par l'intervention de l'État, comme notre Constitution le veut et c'est sur la Constitution qu'en tant que laïques nous veillons, afin qu'elle reste la garantie et l'instrument de la démocratie contre la puissance écrasante des oligarchies politiques économiques et sociales qui visent à la modifier pour assurer leur autoconservation. Aujourd'hui en Italie, faire la révolution veut dire appliquer complètement la Constitution!